

thema

Vers une désethnicisation de la politique en Inde ? La persistance du vote de caste

par Christophe Jaffrelot

Les résultats des élections générales de 2009, marquées par la victoire du Congrès et le déclin de son rival nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP), ont conduit de nombreux commentateurs à soutenir la thèse d'une « renationalisation » et d'une « désethnicisation » corrélative du jeu politique en Inde¹. Il leur a semblé en effet qu'en remportant un second mandat – fait sans précédent depuis 1971 pour un parti qui avait déjà été au gouvernement pendant cinq ans – le Congrès venait d'éloigner l'Inde de la politique des identités (de caste et de religion) pour la ramener à un vote sur enjeu (*issue-based*), en l'occurrence socioéconomique. De fait, les questions de développement et de redistribution ont occupé dans la campagne une place plus importante que par le passé. Quant au parti de Sonia Gandhi (qui préside celui-ci depuis 1999) et Manmohan Singh (qui dirige le gouvernement depuis 2004), il fait écho, du seul fait de l'identité de ces deux *leaders* – une femme d'origine italienne et un représentant de la

1. Le journal de référence, *The Hindu*, a même écrit : « Les électeurs ont émis un verdict décisif qui ouvre une ère nouvelle dans la politique du pays ». « How India Voted », *The Hindu*, 26 mai 2009, p. 2.

minorité sikhe – aux formules clés des années Nehru, à savoir « l'unité dans la diversité » ou « la culture composite ».

La thèse de la renationalisation de la politique indienne ne résiste toutefois pas à l'examen si l'on déplace le regard de la religion vers la caste. Le poids croissant de celle-ci en politique procède paradoxalement de la désintégration du système des castes, qui va de pair avec la transformation de ces dernières en groupes d'intérêt. Si ce processus s'est accompagné dans les années 1990 de la formation de macrocoalitions de castes, il faut aujourd'hui descendre à l'échelle des provinces pour saisir la forme que prend la politisation de ces groupes sociaux, politisation particulièrement forte dans les milieux intouchables qui sont en passe de construire un parti Dalit susceptible, lui, de déborder les frontières régionales.

Les castes en Inde : du système aux groupes d'intérêt²

Dans la littérature hindoue classique, la société est divisée en quatre catégories appelées *varnas* : les Brahmanes (lettrés, dont font partie les prêtres), les Kshatriyas (guerriers), les Vaishyas (artisans et commerçants) – ces trois groupes formant les *varnas* supérieurs – et enfin les Shudras, serviteurs des *varnas* supérieurs. Dans le recensement de 1931, les Brahmanes représentaient 6,4 % de la population, les Kshatriyas, 3,7 % et les Vaishyas, 2,7 %, les Shudras formant l'essentiel du reste de la société. La mention la plus ancienne de cette quadripartition figure dans ce monument de la littérature sanskrite qu'est le *Rig Veda*, le plus ancien livre des *Vedas*, un ouvrage de référence pour les Hindous. On y trouve en effet un récit cosmogonique relatant l'origine du monde à partir du sacrifice d'un homme primordial ayant donné naissance à la société par son propre démembrement. De sa bouche naquirent les Brahmanes, de ses bras, les Kshatriyas, de ses mains, les Vaishyas, et de ses jambes, les Shudras. Cette métaphore du corps est loin d'être neutre, la tête étant naturellement supérieure au reste du corps, en particulier aux jambes.

Cette hiérarchie sociale reposait sur un critère fondamental qui est le degré de pureté rituelle. Les Brahmanes se trouvaient au sommet, parce qu'ils étaient, par leur naissance, plus « purs » que les autres, trait anthropologique qu'il leur fallait cultiver ensuite, notamment en s'astreignant à un régime strictement végétarien. Les deux autres castes supérieures étaient « pures »

2. La première section de cet article, qui plante le décor, synthétise une analyse et des données que le lecteur intéressé retrouvera sous une forme beaucoup plus développée dans Christophe Jaffrelot, *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique 1885-2005*, Paris, Fayard, 2005.

elles aussi, tandis que les Shudras étaient considérés comme « impurs ». Cette notion d'« impureté » s'appliquait de façon radicale à un groupe qui n'était pas mentionné dans le *Rig Veda* mais dans des textes postérieurs comme les *Dharmashastras* : il s'agissait des intouchables, dont le contact, ainsi que leur nom l'indiquait, était considéré comme polluant. Dans leur cas, le stigmate entraînait une ségrégation également spatiale, puisqu'ils étaient relégués à la périphérie des villages.

Traditionnellement, le degré de « pureté » ou d'« impureté » d'une caste allait de pair avec son domaine d'activité professionnelle. Réputés pour leur cérébralité, les Brahmanes occupaient des fonctions intellectuelles, par exemple dans l'administration des royaumes où le prestige lié à leur statut *et à leurs fonctions* leur conférait un grand pouvoir. Les Kshatriyas furent tout d'abord les suzerains (du Maharajah au simple « seigneur » ou *zamindar*) puis les propriétaires fonciers des territoires conquis par leurs ancêtres. Les Vaishyas, investis dans les affaires en général, de l'usurier au grand négociant, dominèrent le commerce puis, à partir du XX^e siècle, l'industrie. Les Shudras, qui avaient surtout vocation à nourrir les castes supérieures, étaient pour la plupart cultivateurs ou éleveurs, et pour certains artisans. Quant aux intouchables, ils effectuaient les tâches les plus dégradantes, notamment celles qui touchent au travail du cuir, puisque la vache est un animal sacré.

Pour se perpétuer, la société de castes devait empêcher le mélange des sangs ; le principe de base du système était donc une stricte endogamie. C'est ainsi qu'au sein des *varnas* se sont développées des *jatis*, des groupes endogames de taille plus petite, notamment parce que leur aire d'extension initiale coïncidait avec celle d'une des langues vernaculaires de l'Inde. Le mot *jati* vient du verbe sanskrit *jana*, naître, car chacun naît dans une caste – celle de ses parents – et y meurt. Les *jatis* reproduisent au sein de chaque *varna* les mécanismes de hiérarchisation observés plus haut, certaines étant considérées comme plus « pures » que d'autres. Cette différenciation existe à tous les niveaux, y compris le plus élevé (ainsi les Brahmanes Chaturvedi, qui maîtrisent quatre *Vedas*, sont-ils censés être supérieurs aux Trivedi qui n'en maîtrisent que trois), mais les castes les plus basses sont particulièrement soucieuses de se distinguer les unes des autres afin de ne pas occuper le niveau le plus bas. Cette « obsession de la petite différence »³ divise à l'infini les *varnas* les plus gros, de sorte que les Shudras, par exemple, sont bien loin de former un ensemble homogène.

3. Olivier Herrenschmidt, « "L'inégalité graduée" ou la pire des inégalités. L'analyse de la société hindoue par Ambedkar », *Archives européennes de sociologie*, 37, 1997, p. 7.

C'est en raison même de cette différenciation hiérarchique à tous les niveaux que la société de castes fait système, car chaque groupe s'évalue et évalue les autres à partir des mêmes valeurs, celles des castes supérieures, plus précisément celles des Brahmanes. En effet, ceux-ci doivent en partie leur domination au fait qu'ils incarnent des valeurs considérées comme plus élevées et, partant, qu'ils donnent l'exemple de pratiques dignes d'imitation. À cet égard, l'anthropologue indien M. N. Srinivas a parlé dans les années 1950-1960 de *sanskritisation*, c'est-à-dire d'un « processus par lequel un Hindou de basse caste (...) change ses coutumes, son idéologie et son mode de vie pour imiter des castes supérieures (...) »⁴. Il est arrivé ainsi que des castes inférieures adoptent le régime végétarien pour se voir reconnaître un statut supérieur. Ces pratiques reflétaient un certain consensus autour des valeurs sociales mais inhibaient toute mobilité sociale. Comme l'a souligné Srinivas, « la mobilité associée à la *sanskritisation* débouche sur des changements de position dans le système et ne conduit donc pas à des changements structurels. C'est-à-dire qu'une caste peut s'élever au-dessus de ses voisins et qu'une autre, elle, peut décliner, mais tout cela se déroule dans un ordre hiérarchique qui demeure stable pour l'essentiel. Le système lui-même ne change pas »⁵. Au fil du temps, la cohérence du système des castes s'est érodée. La modernisation de la société indienne et le développement de nouveaux moyens de communication, notamment les chemins de fer, ont non seulement « désenclavé » les hommes mais aussi rendu la ségrégation plus difficile. Les mouvements de réforme sociale inspirés de l'égalitarisme européen et l'administration coloniale elle-même ont lutté contre des hiérarchies qui leur semblaient archaïques. Après l'indépendance de 1947, la Constitution indienne a même aboli l'intouchabilité. Toutefois, ce sont probablement les politiques de discrimination positive initiées par les Britanniques à partir du XIX^e siècle qui ont été le principal facteur de changement social. Les premières mesures visèrent à donner une éducation aux intouchables qui ne pouvaient accéder à l'école en raison de l'hostilité des maîtres et des familles des élèves des autres castes. À partir de 1892, des établissements leur furent donc réservés⁶, mais il apparut très vite que ces intouchables éduqués ne trouveraient jamais d'emplois à la hauteur de leur formation au sein de la société indienne. Sous la pression du Dr. Ambedkar, le premier *leader* intouchable, les Britanniques fixèrent alors un quota de places qui leur seraient réservées dans la fonction publique. En 1934,

4. M. N. Srinivas, *Social Change in Modern India*, New Delhi, Orient Longman, 1995, p. 6.

5. *Ibid.*

6. Pour une présentation de la politique de discrimination positive des Britanniques en Inde, voir B. A. V. Sharma, « Development of Reservation Policy », dans B. A. V. Sharma, K. M. Reddy (eds), *Reservation Policy in India*, New Delhi, Light and Light Publishers, 1982.

le gouvernement affecta ainsi 25 % des postes à pourvoir aux musulmans et 8,3 % aux « autres minorités », dont les intouchables. Ceux-ci, désormais désignés par l'expression « Castes répertoriées » (*Scheduled Castes*) obtinrent peu après un quota propre qui fut élevé à 12,5 % en 1946, pour être proportionnel à leur poids démographique⁷. Cette mesure fut encore étendue lorsque le premier gouvernement de l'Inde indépendante porta ce quota à 15 %, conformément aux résultats du recensement de 1951 au cours duquel seules les « Castes répertoriées » furent prises en compte : s'il souhaitait, au nom de la modernisation de la société, faire disparaître les castes, notamment en cessant de les recenser, le gouvernement indien dut admettre la nécessité de compter celles qui bénéficiaient de quotas. Le même quota de 15 % fut introduit dans les établissements scolaires et les assemblées élues.

La systématisation des quotas reposant sur le critère de la caste franchit une étape supplémentaire lorsque les Shudras demandèrent à bénéficier eux aussi de cette mesure. Il est vrai que pour les cultivateurs, dont les enfants n'avaient souvent d'autre perspective que de travailler dans les champs, les progrès des « Castes répertoriées » en matière d'éducation suscitaient une frustration et un ressentiment croissants. En 1953, le gouvernement nomma une commission chargée d'examiner la situation d'une catégorie inscrite dans la Constitution mais encore floue, les Other Backward Classes (OBC). Cette commission conclut que ladite catégorie équivalait en fait à la masse des Shudras, et que le système des castes était dans leur cas le facteur de retard social le plus déterminant. Pour lutter contre ce dernier, la Commission recommanda l'introduction de quotas sur le modèle de la discrimination positive déjà mise en œuvre en faveur des « Castes répertoriées ». Arguant du fait qu'il ne fallait pas institutionnaliser la caste, le gouvernement de Nehru rejeta ce rapport. Il s'agissait sans doute aussi d'éviter que de nouveaux quotas contribuent à l'essor de castes bien plus susceptibles que les intouchables de déloger du pouvoir les hautes castes qui dominaient le parti du Congrès. Il fallut attendre un quart de siècle pour que la seconde Backward Classes Commission, présidée par un *leader* OBC, B. P. Mandal, et nommée en 1978 à la faveur de la première défaite électorale du Congrès, parvienne à la même conclusion que la première (les OBC étaient les Shudras) et fasse les mêmes recommandations (elle proposa même que 27 % des postes de la fonction publique et des places dans le système éducatif leur soient réservés). En 1990, lorsque le Congrès perdit le pouvoir pour la deuxième fois, le nouveau Premier ministre, V. P. Singh, décida de mettre en œuvre ces recommandations. Ce faisant, il provoqua la colère des étudiants des hautes

7. *Ibid.*, p. 2-3.

castes qui craignaient de voir leurs débouchés réduits de façon mécanique par les nouveaux quotas. Leurs manifestations, d'une ampleur sans précédent, suscitèrent une contre-mobilisation des basses castes. Même si les violences intercastes furent très limitées, l'enjeu des quotas provoqua un conflit entre hautes et basses castes.

Un siècle de discrimination positive fondée sur la caste contribua donc à transformer celle-ci en groupe d'intérêt et, à partir du moment où elles entrèrent en compétition sur des enjeux tels que les postes à pourvoir dans la fonction publique, les castes mirent à mal la cohérence de l'ancien système social. Le respect (forcé) pour le supérieur fit place au ressentiment, surtout lorsque les castes les plus hautes résistèrent à la mise en œuvre des quotas comme en 1990. Loin de disparaître, la référence à l'appartenance de caste se durcit, et les identités devinrent plus saillantes. En témoigne la multiplication dans toutes les langues vernaculaires, y compris parmi les intouchables, des « histoires de caste », récits mi-historiques, mi-légendaires⁸. Ces évolutions participèrent d'un véritable processus d'ethnisation de la caste qui contredit l'ancien agencement hiérarchique au profit d'une nouvelle configuration horizontale, celle d'une arène aux vertus démocratiques indéniables. Dès lors, les membres des basses castes ne donnèrent en effet plus aussi facilement leurs voix aux notables locaux des castes supérieures. Certains créèrent d'ailleurs leur propre parti politique, dans le sillage de ce que la presse indienne appela « l'affaire Mandal », laquelle avait permis aux OBC de former un front militant en faveur des quotas. C'est ainsi que le Samajwadi Party (SP) de Mulayam Singh Yadav se développa en Uttar Pradesh comme point de ralliement non seulement des Yadavs – une caste de bouviers représentant 8 % de la population de l'État – mais aussi d'autres castes de cultivateurs, comme les Kurmis. Dans le Bihar voisin, le Rashtriya Janata Dal (RJD) de Laloo Prasad Yadav adopta la même stratégie.

Lorsque la Cour suprême valida les recommandations de la Commission Mandal en 1992, le front des Other Backward Classes perdit toutefois sa principale raison d'être – le combat pour les quotas – et se fissura, d'autant que le Congrès et le BJP surent désamorcer les tensions sur lesquelles jouaient le SP et le RJD en donnant leur investiture à un nombre croissant de candidats de basses castes. Cette évolution, parallèle au déclin du militantisme hindou (et aux revers électoraux du BJP), explique que de nombreux observateurs aient pu conclure à la désethnisation de la politique indienne après les élections de 2009. Les effets d'un siècle de politisation de la caste

8. Badri Narayan, « Inventing Caste History: Dalit Mobilization and Nationalist Past », *Contributions to Indian Sociology*, 38 (1-2), 2004, p. 193-220.

sont pourtant évidents dès que l'on mène l'enquête au niveau local, loin des agrégats nationaux riches en illusions d'optique.

Le Congrès et le BJP : quels « partis nationaux » ?

Lorsqu'on les examine au niveau national, la sociologie du Congrès et celle du BJP laissent à penser que la caste ne joue pas un rôle déterminant dans l'acte de vote en faveur des deux grands partis nationaux, ne serait-ce que parce qu'aucun d'eux n'est associé à une caste en particulier.

Comme la religion et la langue, la caste n'a jamais été un marqueur d'identité légitime pour le Congrès qui, depuis le Mahatma Gandhi et Nehru, prétend représenter la nation indienne dans son ensemble, indépendamment des affiliations communautaires de ses citoyens. Dans la pratique, le parti a fait bien des entorses à ce credo universaliste : dès les années 1950 au niveau régional, où de nombreux chefs congressistes se révélèrent anti-musulmans, voire pro-hindous, et à partir des années 1980 au niveau national, où Indira Gandhi et surtout son fils Rajiv, non contents de ne pas respecter la neutralité séculariste de leurs prédécesseurs, flattèrent tantôt une communauté confessionnelle, tantôt une autre. Ainsi, en 1985, Rajiv tenta de séduire les *leaders* d'opinion musulmans en réaffirmant le rôle de la *shari'a* comme source de droit en matière de divorce pour les musulmans de l'Inde. En 1989 en revanche, il joua « la carte hindoue » en lançant sa campagne électorale depuis Faizabad, chef-lieu du district où se trouve Ayodhya, la capitale mythique du dieu Ram au nom duquel il se promettait d'agir. Cela dit, le Congrès n'est en effet identifiable à aucun groupe de caste particulier, si l'on en juge par le profil sociologique de ses électeurs tel qu'il ressort des enquêtes du Centre for the Study of Developing Societies (CSDS).

Tableau 1. Évolution de la sociologie des électeurs du Congrès (1967-2009)

Castes et tribus	% dans la population**	1967	1971	1980	1996	1998	1999***	2004		2009	
Hautes Castes	17,6	41,1	45,6	35,8	28,4	28,1	21	22		26	
Castes dominantes*							31	24		25	
OBC	52	38	39,4	42	21,7	22,5	35	OBC infér. 23	OBC sup. 24	OBC infér. 27	OBC sup. 22
Castes répertoriées	15,05	49,4	47,8	50,5	31,6	29,6	40	26		27	
Tribus répertoriées	7,51	46,2	41,2	48,6	39,2	41,9	49	36		39	

* Suivant la définition de M. N. Srinivas, une caste dominante est celle qui est localement la plus nombreuse et détentrice de la plus grande superficie de terres.

** Ces chiffres procèdent du rapport de la Commission Mandal.

*** Ces chiffres concernent le Congrès et ses alliés.

Sources : Pour 1967-1998, enquêtes du « CSDS Data Unit », citées dans S. K. Mitra, V. B. Singh, *Democracy and Social Change in India. A Cross-Sectional Analysis of the National Electorate*, New Delhi, Sage, 1999, p. 134-135 ; pour 1999, *Frontline*, 19 novembre 1999, p. 32 ; pour 2004 et 2009, Yogendra Yadav, Suhas Palshikar, « Between Fortuna and Virtù: Explaining the Congress' Ambiguous Victory in 2009 », *Economic & Political Weekly*, XLIV (39), 26 septembre 2009, p. 41.

Il apparaît d'après ce tableau que sur l'ensemble de la période 1967-2009, ce sont au total entre 21 % et 49 % des électeurs de l'une ou l'autre des cinq catégories macrosociales (hautes castes, castes dominantes, OBC, Castes répertoriées et Tribus répertoriées) établies par l'enquête de 1967 – la première du genre –, qui ont voté pour le Congrès. De façon significative, le seul groupe à être sous-représenté est celui des OBC, qui se situe au centre de la pyramide sociale. En effet, si le Congrès n'est identifiable ni aux riches ni aux pauvres, c'est parce que ses électeurs se situent aux deux pôles de la hiérarchie sociale, les hautes castes et les Dalits. C'est pour cette raison que Paul Brass a parlé de « coalition des extrêmes », en analysant notamment la sociologie du Congrès en Uttar Pradesh⁹. Le parti a commencé à décliner dans la seconde moitié des années 1980, mais, en 1989, les Brahmanes, les Dalits, les tribus et les musulmans étaient encore sur-représentés parmi ses électeurs. Et lorsque le parti décrocha de manière encore plus radicale au cours des années 1990, ses pertes furent réparties de façon presque égale. Certes, entre 1967 et 2009, son attractivité divisée presque par deux auprès des hautes castes l'a été par plus de deux auprès des Dalits, mais, même avec 27 % d'électeurs intouchables en 2009, le Congrès reste le premier parti Dalit de l'Inde.

Le BJP, quant à lui, est encore moins près que le Congrès à admettre qu'il tient compte de la caste dans ses calculs stratégiques. Comme son prédécesseur, le Bharatiya Jana Sangh (BJS), le BJP, qui n'a guère changé que de nom en 1980, aspire à représenter tous les Indiens, et plus particulièrement tous les Hindous, qui, dans son idéologie ethnonationaliste, incarnent la nation indienne. Pour les nationalistes hindous, la caste est une ligne de clivage des plus négatives qui divise le corps social et politique de la première communauté du pays. Une telle posture reflète la vision du monde des hautes castes, dont l'intérêt est de minimiser les conflits de caste pour mieux maintenir leur domination. Elle est d'ailleurs cohérente avec la sociologie des dirigeants du BJP qui viennent en grande partie des milieux brahmaniques, ce que les Dalits ont compris depuis longtemps. Pourtant, au-delà de la dimension tactique du discours anti-caste du BJP, force est de constater que ce parti a su, contrairement au Congrès, attirer de nombreux votes OBC, surtout dans le

9. Paul Brass, « The Politicization of the Peasantry in a North Indian State. Part II », *Journal of Peasant Studies*, 8 (1), octobre 1980, p. 3-36.

Nord de l'Inde. Pour cela, le BJP a donné son investiture à de nombreux candidats des castes OBC. Finalement, si le BJP n'est pas un parti attrape-tout comme son rival, ce n'est pas non plus une pyramide inversée.

Tableau 2. Castes et tribus parmi les électeurs du BJS et du BJP en 1971-2009

Castes et tribus	% dans pop.*	1971	1980	1996**	1998**	1999		2004		2009	
Hautes Castes		6,7	17,1	23,6	38,5	46		38		34	
Castes dominantes	17,6							26		15	
OBC	52	3,5	10	23,6	34,6	OBC inf. 19	OBC sup. 21	O inf. 24	O sup. 22	O inf. 22	O sup. 22
Castes répertoriées	15,05	2,1	14,3	14,4	20,9	12		13		12	
Tribus répertoriées	7,51	4,1	5,4	19	25,6	19		28		23	

* Ces chiffres procèdent du rapport de la Commission Mandal

** BJP et ses alliés

Sources : pour 1971-1998, enquêtes du « CSDS Data Unit », citées dans S. K. Mitra, V. B. Singh, *Democracy and Social Change in India. A Cross-Sectional Analysis of the National Electorate*, op. cit., p. 135-137 ; pour 1999, Frontline, 19 novembre 1999, p. 32 ; pour 2004 et 2009, Y. Yadav, S. Palshikar, « Between Fortuna and Virtù: Explaining the Congress' Ambiguous Victory in 2009 », art. cité, p. 41.

Nous l'avons dit, le scrutin de 2009 a été plus que les précédents dominé par des questions de gouvernance et de politiques publiques. Le *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA), qui avait instauré, au cours du premier mandat de Manmohan Singh, un revenu minimum garanti dans les campagnes (cent jours de salaire minimum par an pour tout foyer dont aucun membre en âge de travailler n'avait d'emploi) s'est révélé très populaire parmi les paysans¹⁰. Le *Right to Information Act*, qui a obligé les fonctionnaires à expliquer leurs décisions à leurs administrés l'a été tout autant, non seulement auprès de l'intelligentsia des mouvements des droits de l'homme, mais aussi auprès des paysans qui ont eu recours à cette mesure de plus en plus souvent. Enfin, la classe moyenne urbaine a salué l'accord de 2008 avec les États-Unis, qui a ouvert la voie à des transferts de technologie nucléaire civile en Inde, réservant à ce pays non signataire du Traité de non-

10. D'après l'enquête sortie des urnes du CSDS, 31 % des pauvres des campagnes et 29 % des très pauvres ont déclaré avoir bénéficié du NREGA, des chiffres supérieurs à ceux de n'importe quel autre programme comparable de lutte contre la pauvreté. Y. Yadav, S. Palshikar, « Between Fortuna and Virtù: Explaining the Congress' Ambiguous Victory in 2009 », art. cité.

prolifération (TNP) un traitement de faveur qui a rehaussé son prestige aux yeux des élites indiennes.

Pourtant, la compétition électorale reste surdéterminée par des considérations identitaires dans nombre d'États. Certes, l'emprise des mots d'ordre nationalistes hindous est moindre dans le domaine religieux, mais celle des identités de caste demeure très forte, comme en témoignent les comportements électoraux au niveau régional.

La mosaïque des castes dans la politique régionale

La thèse selon laquelle la politique indienne tendrait à s'émanciper du castéisme en raison des succès d'un Congrès attrape-tout incarnant la nation indienne souffre de trois faiblesses majeures. Tout d'abord, le Congrès n'a pas été en mesure de contenir l'irrépressible ascension des partis régionaux. Ensuite, l'unité d'analyse des comportements politiques n'est plus la nation, mais la région, et plus précisément l'État fédéré, arène politique de loin la plus pertinente aujourd'hui. Enfin, parmi les partis de caste, le Bahujan Samaj Party (BSP), formation représentant les intérêts des Dalits, est en train d'acquérir une stature nationale.

L'impact des capacités respectives du Congrès et du BJP à regrouper des castes se situant à tous les niveaux de l'échelle sociale ne doit pas être exagéré : depuis 1996, ces partis représentent moins de 50 % des électeurs. D'élection en élection, la perte d'électeurs enregistrée tantôt par le Congrès, tantôt par le BJP ou par les deux, comme en 2004, n'a fait que se confirmer. Les grands bénéficiaires de ce déclin structurel des grands partis nationaux ont été les formations n'existant que dans un État de l'Union indienne. Celles-ci peuvent être régionalistes (elles défendent alors des identités culturelles très enracinées comme les partis dravidiens au Tamil Nadu) ou simplement régionales (comme le Biju Janata Dal (BJD) et le Janata Dal (United) (JD (U)) qui n'ont pas d'implantation hors de l'Orissa ou du Bihar).

**Tableau 3. Le poids électoral relatif du Congrès et du BJP entre 1991 et 2009
(en % des suffrages exprimés)**

Partis	1991	1996	1998	1999	2004	2009
Congrès	36,26	28,80	25,82	28,30	26,53	28,52
BJP	20,11	20,29	25,59	23,75	22,16	18,84
Total	56,37	49,09	51,41	52,05	48,59	47,36
Autres	43,63	50,71	48,59	47,95	51,41	52,54
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Election Commission of India.

Certes, hormis le Congrès et le BJP, cinq autres partis sont officiellement reconnus comme « nationaux » par la Commission électorale¹¹, mais aucun d'eux n'est vraiment implanté dans plus de deux États de l'Inde : le BSP est centré sur l'Uttar Pradesh, le National Congress Party sur le Maharashtra, le Rashtriya Janata Dal sur le Bihar et les deux partis communistes, le Communist Party of India et le Communist Party of India (Marxist), sur le Bengale occidental et le Kérala. Le nombre des partis régionaux (*states parties*), lui, a explosé au cours de ces dernières années – 52 sont aujourd'hui officiellement reconnus par la Commission électorale – et leur succès auprès des électeurs ne s'est pas démenti depuis quinze ans. Cette évolution a contribué à faire des États des arènes politiques aussi importantes que la scène nationale – même à l'occasion d'une élection nationale comme celle de 2009 –, et ce d'autant que le Congrès et le BJP, en perte de vitesse depuis 1996, ont dû faire appel à ces partis régionaux pour former des coalitions. Or, au niveau des États, beaucoup de ces partis régionaux et nationaux sont identifiés à une caste, ne serait-ce que parce que les États eux-mêmes sont souvent indissociables d'une ou de plusieurs caste(s) dominante(s). Cette identification est le résultat d'un processus, amorcé dans les années 1950, de redécoupage des États de l'Union indienne suivant le critère linguistique, redécoupage lui-même effectué à la demande des castes dominantes des différentes régions linguistiques. En effet, en 1947, l'Inde hérita des Britanniques des provinces sans unité sur le plan culturel, et dont la plupart comptaient différents groupes linguistiques. La demande d'États homogènes sur le plan linguistique s'exprima très vite après l'indépendance en des termes purement culturels : il s'agissait de redécouper la carte du pays pour faire en sorte que les habitants de chaque État parlent la même langue. Certes, cet objectif était justifiable tant en termes de communication et d'éducation que de promotion des identités régionales, mais il masquait un autre agenda, plus politique : celui des castes dominantes, dont l'aire d'extension coïncidait largement avec celle d'une langue vernaculaire, sauf dans la zone hindiphone plus vaste, et qui entendaient prendre le pouvoir dans les provinces redécoupées. De fait, la carte indienne redessinée à partir de 1953 permit à bien des castes dominantes de prendre le pouvoir au niveau des États. Dans les années 1960, la nouvelle Province de Bombay – qui jusque-là « parlait » trois langues – donna ainsi naissance à l'État du Maharashtra, où les Marathas s'imposèrent politiquement en prenant le contrôle de deux partis, le Congrès

11. Un parti est reconnu comme « national » s'il existe depuis plus de cinq ans et s'il a plus de 4 % des députés de la Lok Sabha (chambre basse du Parlement) ou s'il représente plus de 3,33 % des élus de l'Assemblée dans au moins quatre États de l'Inde.

et la Shiv Sena, appelés à alterner au pouvoir. Dans la plupart des États cependant, on comptait deux, voire trois castes dominantes entretenant des rapports de rivalité qui variaient en fonction de la présence ou non d'un « ennemi » commun (les hautes castes, les musulmans...) et de la dynamique sociale (certaines castes connaissant par exemple des succès économiques locaux alors que d'autres stagnaient).

Après la création de l'Andhra Pradesh, issu en 1953 du redécoupage de la province de Madras, chacune des deux castes dominantes de cet État, que nous prendrons ici comme exemple, s'aligna sur un parti. Les Kammas optèrent pour le Communist Party of India et les Reddys pour le Congrès. Au début des années 1980, les Kammas finirent toutefois par créer leur propre parti qu'ils appelèrent le Telugu Desham Party (TDP) en l'honneur du télougou, la langue de l'État auquel ils entendaient ainsi s'identifier. Le chef de ce parti, N. T. Rama Rao, un acteur de cinéma très populaire, remporta les élections pour la première fois en 1983. Ensuite, pendant plus de vingt ans, le TDP et le Congrès alternèrent au pouvoir avec une régularité de métro-nome. Or, peu de temps avant les élections générales de 2009, un autre acteur de cinéma, Chiranjeevi, de caste Kapu, créa le Praja Rajyam Party (PRP), concrétisant ainsi la volonté de certains Kapus en phase d'ascension sociale de disposer, comme les deux autres castes dominantes, d'un bras politique. Pour l'élite Kapu en effet, seuls les Reddys et les Kammas avaient exercé le pouvoir sous les gouvernements du Congrès et du TDP alors que les Kapus jouissaient d'un statut social comparable et étaient numériquement aussi importants que ces communautés. Cette asymétrie entre un essor économique et social manifeste et un rôle politique de subordonné provoquait amertume et ressentiment au sein de cette caste¹². À peine créé, le PRP remporta donc 16 % des suffrages exprimés aux élections. D'après l'enquête sortie des urnes du CSDS, 59 % des Kapus votèrent pour ce parti, 59 % des Kammas, pour le TDP et 59 % des Reddys, pour le Congrès¹³ ; nous avons là une bonne illustration de la façon dont des partis, régionaux ou nationaux, s'identifient à des castes particulières, même lorsqu'ils prétendent – comme le Congrès – s'inscrire dans un répertoire universaliste.

Aucune caste ne vote à 100 % pour un parti ; 59 %, ce n'est pas 100 %, loin s'en faut. Bien des raisons peuvent expliquer le choix des 41 % restants de ne pas voter pour une formation pourtant identifiée à leur caste. Tout d'abord, dans certaines circonscriptions, deux partis – voire plus – peuvent avoir

12. K. C. Suri, P. Narasimha Rao, V. Anji Reddy, « Andhra Pradesh: A Vote for Status Quo? », *Economic & Political Weekly*, XLIV (39), 26 septembre 2009, p. 110-111.

13. *Ibid.*, p. 112.

donné leur investiture à des candidats de la même caste. C'est même un phénomène très répandu lorsque la caste dominante est sujette au factionnalisme. Ensuite, certains électeurs font preuve de libre arbitre et préfèrent choisir un autre parti que celui qui est associé à leur caste parce qu'ils n'apprécient pas ce dernier en raison de sa corruption, de son inefficacité au pouvoir ou du profil de ses candidats. Cependant, le comportement électoral le plus généralement observable permet de conclure, avec S. Palshikar et Y. Yadav, que « la caste ou la communauté continuent d'être l'unité de base des affiliations politiques au niveau micro »¹⁴.

De fait, l'Andhra Pradesh n'est pas le seul État où la majorité des membres d'une caste votent pour le même parti. Cette configuration est bien sûr plus répandue dans les États qui connaissent une bipolarisation de la vie politique puisque les castes rivales se répartissent alors d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique. Au Rajasthan, 74 % des Brahmanes, 59 % des Jats et 55 % des Rajputs votent pour le BJP tandis que 66 % des Dalits votent pour le Congrès¹⁵. Au Punjab, on observe un véritable chassé-croisé : 58 % des Hindous de haute caste votent pour le Congrès et 36 % d'entre eux pour le BJP et son allié Sikh, le Shiromani Akali Dal, tandis que parmi les Sikhs de caste Jats – une caste dominante de cultivateurs –, seuls 37 % votent pour l'alliance BJP/SAD et 54 % pour le Congrès¹⁶. Au Bihar, les Yadav – la plus importante des castes OBC, spécialisée dans l'élevage des bovins – continuent de soutenir le Rashtriya Janata Dal de Laloo Prasad Yadav, tandis que les hautes castes se sont regroupées derrière ses rivaux, le BJP et le JD(U) qui ont formé une coalition pour laquelle entre 63 % et 77 % des hautes castes ont voté lors de six des huit dernières élections¹⁷.

Pourquoi et comment une caste s'identifie-t-elle à un parti ? Cette démarche est d'abord liée à la transformation des castes en groupes d'intérêt évoquée plus haut. Des castes OBC auront tendance à soutenir des partis s'engageant à défendre l'application de quotas en faveur des OBC tandis que des hautes castes seront au contraire enclines à apporter leurs suffrages à des partis, qui, comme le BJP, sont plus réservés sur ce point, même s'ils ne le clament pas haut et fort de manière à ne pas s'aliéner les OBC qui forment la majorité de leur électorat. Cet argument ne vaut toutefois que pour les agrégats que sont les OBC et les hautes castes. Qu'en est-il des castes individuelles ou *jatis* ?

14. Y. Yadav, S. Palshikar, « Between Fortuna and Virtù: Explaining the Congress' Ambiguous Victory in 2009 », art. cité, p. 38.

15. Sanjay Lodha, « Rajasthan: Performance and Campaigning Paid Dividends », *Economic & Political Weekly*, XLIV (39), 26 septembre 2009, p. 189.

16. A. Kumar, J. S. Sekhon, « Punjab: Resurgence of the Congress », *ibid.*, p. 185.

17. S. Kumar, R. Rajan, « Bihar: Development Matters », *ibid.*, p. 143.

Pourquoi les Yadavs votent-ils plutôt pour le Rashtriya Janata Dal au Bihar et pour le Samajwadi Party en Uttar Pradesh ? Pourquoi les Kurmis votent-ils plus que les Yadavs pour le JD(U) et non pour le RJD au Bihar ? Ces alignements s'expliquent notamment par la tendance des électeurs à opter pour un parti qui est dirigé par l'un des leurs et/ou qui – c'est souvent lié – donne son investiture à des candidats de leur caste. Ce faisant, ils espèrent porter au pouvoir des hommes qui sauront promouvoir une politique qui leur sera favorable, un élu étant en effet censé se montrer plus disponible pour ceux de sa caste et faire remonter leurs demandes diverses et variées plus facilement : la conquête du pouvoir régional par un parti identifié à une caste permet aux membres de celle-ci de jouir du patronage de l'État. Cette relation clientéliste est notamment payante en termes de recrutement dans l'administration. Or comment des électeurs parfois analphabètes réussissent-ils à faire ces calculs et, surtout, à voter ensemble pour le même parti ? D'une part, parce que les castes disposent de moyens de communication, voire d'instances de régulation locales comme les conseils de caste (plutôt chargés, à l'origine, d'administrer des coutumes matrimoniales et autres), dont le travail d'information est relayé par des *leaders* d'opinion au rayon d'action moins limité. D'autre part, parce que les membres d'une caste savent distinguer les partis qui leur sont favorables de ceux qui ne le sont pas, où se retrouvent d'ailleurs leurs « ennemis de caste » (ou de classe car les deux coïncident souvent). La société indienne est suffisamment politisée pour permettre aux citoyens qui ne peuvent pas lire le journal de se faire une opinion et de comprendre les rapports de force qui structurent la société au niveau local, régional et national. Les paysans les plus isolés, s'ils ont acquis une conscience politique et s'ils ont le choix entre plusieurs partis, n'ont donc pas besoin d'une procédure de concertation en bonne et due forme pour agréger leurs voix en faveur de tel ou tel parti. Cela ne veut naturellement pas dire que les campagnes électorales ne jouent aucun rôle dans ces processus d'agrégation.

Jusqu'ici, nous ne nous sommes intéressés qu'à des *jatis* (Yadavs, Kurmis, Kapus, Kammas, Reddys, etc.) ou, au contraire, à des agrégats comme les hautes castes ou les OBC. Reste à explorer un cas intermédiaire, les Dalits, qui constituent un agrégat de *jatis* – les fameuses « Castes répertoriées » du recensement – mais qui, à la différence des hautes castes et des OBC, développent une identité propre, comme savent le faire les *jatis* (chacune ayant, par exemple, son mythe d'origine et son folklore). La différence avec les *jatis* tient surtout ici au fait que les entrepreneurs politiques Dalits s'efforcent d'implanter leurs partis et de diffuser leur identité à l'échelle de l'Inde entière.

Le premier *leader* Dalit de l'histoire de l'Inde, le Dr. Ambedkar, s'est employé à créer un parti Dalit d'envergure nationale dès les années 1930. Il a

successivement fondé – ou inspiré – l'Independent Labour Party (1935), la Scheduled Castes Federation (1942) et le Republican Party of India (1956), mais aucune de ces formations n'a véritablement « décollé », en grande partie parce que les *jatis* Dalits n'étaient pas prêtes à unir leurs forces. En fait, seuls les Mahars – les membres de la *jati* d'Ambedkar – se sont rapprochés des partis susmentionnés.

Le Bahujan Samaj Party (BSP), qui a été fondé en 1984 par un disciple de Ambedkar, Kanshi Ram, a petit à petit surmonté ce handicap. Il s'est progressivement constitué en un véritable parti, bénéficiant pour cela de la cristallisation d'une contre-culture Dalit (incluant une littérature et une poésie des plus émouvantes) et de l'émergence d'une classe moyenne Dalit née de plusieurs décennies de discrimination positive. Le BSP a également profité des politiques publiques mises en œuvre dans l'État de l'Uttar Pradesh où il a été aux affaires en coalition à trois reprises entre 1993 et 2003 et qu'il gouverne seul depuis 2007. Nombre de ces politiques étant destinées aux Dalits, toutes les *jatis* relevant de cette macrocatégorie sociale ont pu constater que le BSP leur était favorable.

Tableau 4. Le vote Dalit en faveur du BSP dans sept États de l'Inde en 2009 (en %)

États	% des Dalits ayant voté BSP
Chhattisgarh	27
Delhi	23
Haryana	57
Madhya Pradesh	Jatavs: 27 Autres Dalits: 6
Maharashtra	Mahars: 15 Buddhist Dalits: 37 Autres Dalits: 9
Punjab	Hindu Dalits : 21 Sikh Dalits : 14
Uttar Pradesh	Jatavs: 85 Pasis: 64 Autres Dalits: 61

Source : Rahul Verma, « Dalit Voting Patterns », *Economic & Political Weekly*, XLIV (39), 26 septembre 2009, p. 97.

La ventilation des votes par caste au Madhya Pradesh, au Maharashtra, au Punjab et en Uttar Pradesh montre que le BSP, qui était perçu comme le parti des seuls Chamars (ou Jatavs) de l'Uttar Pradesh – la caste et l'État de son *leader*, Mayawati, qui a succédé à Kanshi Ram –, est désormais le parti de tous les Dalits, en tout cas en Uttar Pradesh.

Avec 21 % de votes Dalits (contre 27 % au Congrès), le BSP est devenu après les élections générales de 2009 la troisième formation politique de l'Inde,

devant le Communist Party of India. C'est le premier parti de caste à monter sur le podium avec plus de 6 % des suffrages exprimés.

S'ils ne sont pas identifiés à des castes au niveau national, les grands partis que sont le Congrès et le BJP le sont souvent au niveau des États. Or ceux-ci sont devenus le cadre privilégié de la politique en Inde et, à ce niveau, la caste influence fortement les comportements électoraux, chaque parti – y compris les partis nationaux – étant associé à une caste. Au-delà de cette transformation au niveau des provinces, la montée en puissance des logiques de caste dans le jeu politique partisan se traduit aujourd'hui par l'essor du Bahujan Samaj Party, qui représente les Dalits au-delà d'un seul État et, surtout, au-delà d'une seule *jati*.

Les analyses des élections de 2009 qui ont souligné les effets d'une renationalisation du jeu politique ont souffert de toute évidence d'un « déficit interprétatif »¹⁸. Si le vote sur enjeu a probablement joué un rôle plus important que par le passé, cette renationalisation ne s'est pas traduite – au-delà du déclin des forces nationalistes hindoues – par une quelconque désethnicisation de l'espace public. Au contraire, les programmes de discrimination positive ainsi que les tensions qu'ils ont fait naître ont renforcé le rôle politique des castes en les transformant en groupes d'intérêt au détriment de l'ancien système fondé sur une communauté de valeurs partagées (celles des hautes castes). La reconduction du Congrès au pouvoir – argument clé de cette lecture des élections – est donc le résultat d'une fragmentation – et non d'une réunification – du jeu politique, sur la base d'une logique de caste¹⁹. Dans un système électoral à un tour, le parti le plus gros gagne en effet davantage de sièges, même s'il perd des voix, dès lors que ses adversaires sont plus nombreux. En Andhra Pradesh, par exemple, le Congrès a remporté 4 sièges de plus avec 2,5 points de pourcentage de suffrages exprimés en moins. Ce paradoxe – que l'on retrouve dans plusieurs États – est facile à expliquer : l'émergence d'un troisième acteur politique, le PRP, a coûté davantage de voix au TDP, le principal rival du Congrès, qu'à ce dernier. La dynamique de caste – en l'occurrence la montée en puissance des Kapus – influence donc de façon déterminante le système des partis au niveau des États et, par ricochet, au niveau national. ■

18. Y. Yadav, S. Palshikar, « Between Fortuna and Virtù: Explaining the Congress' Ambiguous Victory in 2009 », art. cité, p. 33.

19. Voir Christophe Jaffrelot, Gilles Verniers, « India's 2009 Elections: The Resilience of Regionalism and Ethnicity », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, 3, 2009 (<http://samaj.revues.org/index2787.html>).

Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS). Il enseigne à Princeton, Yale, King's College et Sciences Po. Il a récemment publié *Religion, Caste and Politics in India* (New York, Columbia University Press, 2011, 811 pages). Adresse électronique : jaffrelot@ceri-sciences-po.org